

La religion et son double

La religion et la démocratie de Marcel Gauchet, Gallimard, « Essais », 175 p.

Paul Choinière

Number 184, May–June 2002

Les folies de Dieu : les lieux du religieux

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/17137ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Choinière, P. (2002). La religion et son double / *La religion et la démocratie* de Marcel Gauchet, Gallimard, « Essais », 175 p. *Spirale*, (184), 36–37.

virtuelles de même que les diverses superstitions vivantes dans toutes les couches de la société. Parmi les principales ruptures susceptibles d'influer sur l'économie postmoderne de la religion, on pense à l'effritement des « grands récits » fondateurs, à leur désancrage par rapport aux institutions, au caractère éphémère des nouveaux mythes et à l'inversion de la séquence entre le mythe et le rituel. Présent dans toutes les traditions religieuses, le syncrétisme deviendrait un trait habituel et délibéré de la religiosité postmoderne. De plus, les nouvelles formes mythiques et rituelles engendrées par la postmodernité auraient souvent un caractère tribal, comme en témoignent les tatouages et les *piercings* et le culte voué à *Star Trek*, aux *X-Files* ou aux *raves*. Vu le caractère mouvant et non exclusif de l'appartenance aux nouvelles tribus de la modernité, il est possible d'adhérer à plus d'un univers mythique tribal sans que le passage d'un univers à l'autre cause problème. Enfin, la religiosité postmoderne se caractériserait par sa légèreté, résultat d'une conscience aiguë et tragique de l'inévitabilité de la mort, ainsi que par un hédonisme généralisé : « Mangeons, buvons, dansons, parce que demain... »

Dans l'histoire des civilisations humaines, les religions ont souvent été associées à de sombres visées : cannibalisme, bûchers des hérétiques, croisades, etc. Le caractère ambivalent du sacré est également visible dans la popularité des figures diaboliques comme *Dart Vader*, *Ozzy Osbourne* et *Charles Manson*, qui hantent l'imaginaire de notre époque. La tradition judéo-chrétienne, nourrie par la grandiose utopie d'un projet tout entier orienté vers le Bien, a redéfini le pôle du sacré en y incluant uniquement les côtés positifs de la vie profane et de la vie sacrée, et en le « rebaptisant » *saint* plutôt que *sacré*. Le pôle positif du sacré entièrement occupé par Dieu a entraîné une « désacralisation de l'existence ». D'autres traditions religieuses, pour leur part, ont reconnu l'inévitable part d'ombre que comportait aussi leur expérience du sacré et ont tenté de négocier avec elle pour en limiter les effets destructeurs.

Vu la diversité des représentations du sacré, Ménard suggère de « définir » Dieu comme une icône. L'âme, pour sa part, exprimerait l'idée que les humains se font d'eux-mêmes et de ce qui restera d'eux après la mort. Notre conception de l'âme se rapprocherait de celle de Qohélet, penseur juif qui écrivait il y a trois mille ans : « *Va, mange avec joie ton pain et bois de bon cœur ton vin [...]. Tout ce que ta main trouve capable de faire, fais-le par tes propres forces; car il n'y a ni œuvre, ni bilan, ni sagesse dans le séjour des morts où tu t'en iras* » (Qohélet, 9, 5-7; 10). En fin de compte, la religion serait d'abord et avant tout « *une dramatique de salut* ». En effet, si toutes les religions ne promettent pas le salut personnel à leurs adeptes, toutes, sans exception, leur offrent une raison de vivre et de mourir. La vraie religion, conclut Ménard, serait ce qui fait vivre les humains au maximum et les rendrait sereins devant la mort, peu important le lieu où elle s'installe et la forme qu'elle prend.

ISABELLE ST-AMAND

LA RELIGION ET SON DOUBLE

LA RELIGION DANS LA DÉMOCRATIE de Marcel Gauchet
Gallimard, « Essais », 175 p.

QU'EST-CE qui lie des choses en apparence si opposées que l'État et la religion? C'est à cette question que répond Marcel Gauchet dans *La religion dans la démocratie*, en insistant, contrairement à ce que l'on fait habituellement, sur ce que doit l'État républicain au christianisme. Cette étude permet à Gauchet de rendre compte, dans un deuxième temps, des conséquences pour le monde contemporain de la perte de transcendance liée à l'essoufflement de la querelle qui a opposé l'État et la religion depuis quatre siècles.

Laïcisation

Avant d'aborder la partie historique de son exposé, Marcel Gauchet précise l'objet du parcours qu'il nous propose, qu'il appelle d'abord « *processus de sortie de la religion* ». Si les termes de sécularisation ou de laïcisation peuvent se montrer adéquats pour décrire la surface de ce processus, ils restent incapables de rendre compte du dynamisme qui lie l'État et la religion au cours de ce processus : « *Sortie de la religion ne signifie pas sortie de la croyance religieuse, mais sortie d'un monde où la religion est structurante [...]. et où elle définit l'économie du lien social.* » Ce qu'analyse ici Gauchet avec beaucoup de finesse, c'est le double mouvement de secondarisation et de privatisation du religieux par l'État, mouvement qui peut se mesurer tant sur le plan politique que sur le plan civil.

Bien que les premiers mouvements du processus de sortie soient antérieurs, Gauchet en voit la première manifestation lors de la fin des guerres de Religion en 1598. L'Édit de Nantes marque en effet l'avènement d'une nouvelle conception du partage des pouvoirs entre l'État et l'Église. Cette nouvelle conception de la politique s'appuie d'une part sur l'ascendant que prend le pouvoir séculier sur le pouvoir religieux, en se montrant capable de maîtriser le conflit qui oppose les catholiques et les protestants, et d'autre part sur une nouvelle conception de la religion qui incorpore les réflexions des théologiens protestants, qui s'élevaient contre les prétentions hégémoniques du clergé catholique.

Absolutisme

C'est par un rééquilibrage des pouvoirs, imposé par un pouvoir d'État en train de s'instituer, que

l'État réussit à dépasser les antagonismes qui avaient nourri les conflits religieux de la deuxième moitié du XVI^e siècle : « *La raison d'État est la réponse politique à la déraison belliqueuse de la foi dont témoigne l'affrontement des confessions.* » Ce nouveau pouvoir d'État réussit à établir un nouveau pacte avec le pouvoir religieux, où ce dernier se voit non pas soumis, mais plutôt englobé : si « *l'Église est dans l'État, l'État n'est pas dans l'Église* ». Déjà l'État se sépare de l'Église.

C'est au terme de deux siècles de luttes et de tractations, porté par le mouvement de rationalisation des Lumières et achevé par le coup de force de la Révolution française, que l'État arrive à définir et à affermir sa domination du pouvoir religieux. Marcel Gauchet insiste particulièrement sur ce moment où le pouvoir d'État et le pouvoir religieux arrivent à un équilibre entre la domination et la liberté : « *Sur ce point plus clairement encore que sur d'autres, on mesure combien l'entreprise révolutionnaire a consisté à sortir le papillon étatique de la chrysalide royale.* » Cette métaphore, dans un texte qui en est pratiquement dépourvu, nous fait bien voir la dialectique particulière qui lie l'État à la religion. C'est ce mouvement particulier, fait de domination mais aussi d'intégration et de dépassement que tente de nous faire voir Gauchet par son exposé historique. Tout en dépassant la religion, l'État s'en inspire.

Libéralisme

Mais le mouvement d'accélération historique dû à la Révolution allait emporter ce fragile équilibre, comme il a emporté beaucoup d'autres choses. Dans les années qui ont suivi la Révolution, les rapports de la religion et de l'État ont connu deux phases. La première, définie par la Constitution civile du clergé, tente de dépouiller l'Église de toute influence qu'elle pourrait avoir sur le plan politique. La religion est en quelque sorte évacuée de l'État. Ensuite, portée par le mouvement pacificateur du Consulat, l'Église est réintégrée dans l'État, mais au prix d'un encadrement strict : « *Domination de l'État sur l'Église et prédominance de l'Église dans l'État.* »

Marcel Gauchet passe sur le XIX^e siècle pour s'arrêter aux circonstances qui ont préparé l'adoption des lois de 1905 et 1906 qui marquent l'aboutissement de la phase libérale. Il s'arrête un

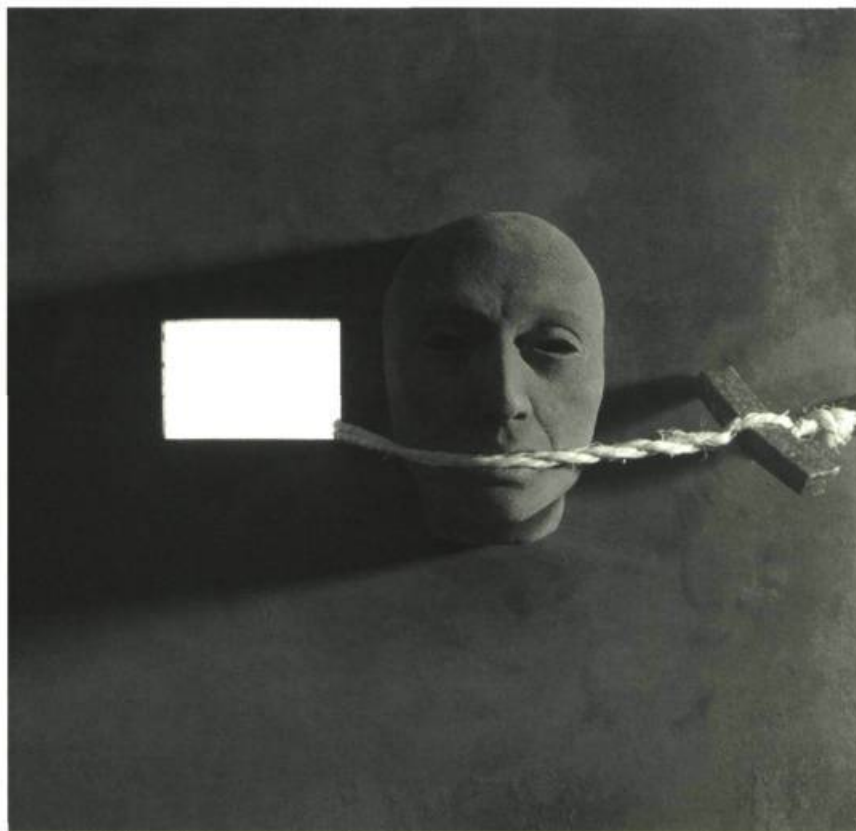
moment à la pensée de Charles Renouvier qui laisse clairement apparaître la prétention de l'État républicain à devenir l'objet d'une foi nouvelle : « Il ne faut pas craindre de reconnaître dans l'État, dans la République, "un véritable pouvoir spirituel". » À ce moment, non seulement l'État englobe-t-il l'Église, mais il s'empare de sa prétention à la transcendance. La III^e République, au moment où elle élabore ses institutions, reste très attachée à ce projet. Entre 1905 et 1906, Gauchet le montre très bien, l'État républicain réussit à atteindre cet équilibre entre un État fort, ouvrant sur une transcendance laïque et une Église séparée du pouvoir. Avec la séparation de l'Église et de l'État, un autre papillon quitte sa chrysalide, juste avant que l'État ne s'engage sur la voie aventureuse de l'idéal de totalité.

L'analyse que fait ici Gauchet de ces situations a le mérite de nous faire comprendre ce qui lie l'État à l'Église, au cœur même des conflits qui les opposent, faisant ainsi apparaître la face cachée, mais positive de cette longue lutte qui a opposé l'État et la religion durant la première partie de la modernité.

Individualisme

Dans la deuxième partie de son exposé, Marcel Gauchet analyse, à la lumière du tableau historique qu'il a esquissé, la situation de la religion et de l'État dans le monde contemporain. De la décomposition progressive du lien qui unissait l'Église à l'État est né un nouvel individualisme qui a remplacé les droits de l'homme par les « droits privés des individus ». Ce changement, parce qu'il repose sur une série de transvaluations solidement liées les unes aux autres, influe profondément sur l'essence de l'État. D'abord sur le plan religieux, le sentiment de soumission à ce qui venait d'avant et d'en haut est remplacé par un mouvement d'appropriation, par la quête d'un sens qui constamment se délie. Ensuite sur le plan de la représentation démocratique, le citoyen n'est plus celui qui devait dépasser ses différences et celles de sa communauté pour arriver à se fondre dans la volonté générale; il est devenu cet individu qui veille à la correction de sa représentation à tous les niveaux de la représentation politique. Ces changements provoquent l'émergence d'un nouvel individualisme où le maximum de valeur est accordé à soi-même : « Pour résumer le déplacement d'une formule : vous avez à rejoindre intérieurement ce qu'il vous est donné d'être extérieurement. »

Le malheur de notre époque, c'est qu'aucune théorie n'est venue prendre le relais des théories du xvii^e et xviii^e siècle, au moment où celles-ci se réalisaient effectivement. Aucun des changements décrits plus haut, que ce soit sur le plan religieux ou sur le plan de la représentation démocratique ou individuelle, ne s'est fait sur le modèle d'une relève dialectique; tous ces changements se sont faits par de simples transvaluations qui ont vidé de leur sens la religion et l'État. L'État n'est plus une idée directrice qu'il



Le gardien du silence (détail) de Miguel A. Berlanga, 2000

DR

faut chercher à atteindre par la médiation d'un progrès moral, mais une idée *a posteriori*, une représentation, un assemblage de toutes les individualités qu'il faut administrer. Plus aucun mouvement de résistance ne s'est avéré capable d'inspirer, de diriger le changement vers le dépassement. Avec l'effondrement de la foi en la possibilité d'un dépassement, c'est tout un pan de l'imagination spéculative qui se trouve entravée, impuissante à imaginer ce qui pourrait nous délivrer de l'individualisme égocentrique et tellurique de notre époque.

Cette partie du volume s'achève sur une sorte de messianisme, sur le souhait que la laïcité puisse se réveiller et passer à une troisième phase. Mais ce voeu paraît peu probable car cela supposerait le retour des grandes idées directrices et d'un mouvement fort et inspiré, capable non seulement de lutter contre le désenchantement du monde, mais aussi de relever ce désenchantement. À moins que la négativité de notre époque soit telle qu'elle arrive à servir de point d'appui à une nouvelle transcendance.

L'analyse qu'effectue ici Marcel Gauchet est intéressante et juste mais elle manque parfois d'ampleur et d'imagination, surtout dans la deuxième partie, consacrée à l'analyse du monde contemporain. En effet, le parcours historique que fait Gauchet de la laïcité, s'il reste partiel et étroit, nous donne des outils pour voir et penser les origines de notre temps et peut facilement être intégré par le lecteur aux histoires ou à l'Histoire qu'il connaît déjà. Par contre, pour ce qui est de son analyse du monde contemporain,

Gauchet se retrouve en nombreuse et redoutable compagnie, ce qui fait d'autant plus apparaître le manque d'ampleur de ses analyses, qui bien souvent se présentent comme de simples renversements de valeurs.

Le livre de M. Gauchet ne dépasse pas une vision crépusculaire de notre temps, il ne s'attache qu'à la progression des forces hégémoniques négatives pour prouver que nous courons à la catastrophe. Ce travers, cet aveuglement le rejette inévitablement parmi les innombrables figures de Cassandra, les infatigables prophètes de malheur qui encombrant le champ doxique. La tâche de l'intellectuel est justement de tenter de s'élever au-dessus du fatras des opinions, ou mieux, de donner des outils, de dégager des perspectives pour aider l'esprit à surmonter le chaos que nous sert le monde. Les dernières pages du livre se bornent à espérer que le mouvement de déliquescence qui accable la société contemporaine comme un fléau se transforme en mouvement de restauration, sans en indiquer les motifs et les mécanismes. La faiblesse du livre se révèle là, dans cette incapacité à comprendre et à nous expliquer le grand mouvement de notre époque avec la délicatesse axiologique qu'il avait déployée à déchiffrer les grands mouvements de l'Histoire. Ce paradoxe est d'autant plus étrange qu'il nous amène à penser que l'histoire est vivante et que notre monde est en train de mourir. N'est-ce pas là un travers aussi affligeant que typique pour un historien ?

PAUL CHOINIÈRE